

Les reconstructions de 1945 : une doctrine européenne ?

Patrick Dieudonné

Recensé : Elena Cogato Lanza et Patrizia Bonifacio (dir.). 2009. *Les experts de la Reconstruction. Figures et stratégies de l'élite technique dans l'Europe de l'après-guerre / Gli esperti della Ricostruzione. Figure e strategie dell'élite tecnica nell'Europa del dopoguerra*, Genève : MetisPresse, 156 p.

Contrairement à une opinion encore répandue, la reconstruction menée dans la plupart des pays européens après la Seconde Guerre mondiale a donné lieu à des approches et des pratiques d'aménagement largement différentes d'un pays à l'autre. Cet ouvrage le montre.

Les reconstructions représentent un moment paradoxal dans l'histoire des villes – et des urbanistes. Les habitants exigent légitimement que soit conservé le souvenir de la ville disparue, ne serait-ce que pour en favoriser le deuil. Mais parallèlement, la destruction est aussi l'occasion, certes monstrueuse, de mener à bien des transformations de grande ampleur que le contexte ordinaire de l'urbanisation ne permet pas de mettre en œuvre. L'urgence presse les procédures, place sous l'éteignoir une partie des égoïsmes, mobilise le foncier délaissé. C'est ce moment du projet qu'explore le recueil proposé par Elena Cogato Lanza et Patrizia Bonifazio. L'ouvrage, courageusement plurilingue (avec des articles en italien, français et anglais), publié par une jeune maison d'édition basée à Genève, s'inscrit dans une orientation européenne de recherche. Il entend cerner, en faisant litière de certaines problématiques actuelles au premier rang desquelles le postmodernisme, trois questionnements : la guerre comme moment simplificateur (des processus de décision notamment), l'homogénéité européenne de l'entre-deux-guerres en matière de culture urbaine et, interrogation qui intéresse plus spécifiquement les urbanistes, les liens entre la culture du projet et une sphère publique très largement tournée vers la pratique de l'urbanisme réglementaire.

Les études du plan de reconstruction de Manchester en 1945 par Bill Luckin, de Milan entre 1945 et 1961 par Roberto Dulio et Augusto Rossari, ou des processus à l'œuvre en République démocratique allemande par Andrea Maglia, et en Grèce par Kiki Kafkoulou et Athina Vitopoulou, approfondissent les enseignements de cette période. En filigrane, ils révèlent ensemble la disparité des interventions des différents corps professionnels dans les contextes nationaux différents. On y retrouvera toutefois l'expérimentation à grande échelle de quelques concepts qui relèvent autant de l'urbanisme que de l'organisation sociale (l'unité de voisinage, par exemple), ou encore la mise en pratique plus ou moins efficace de l'industrialisation du bâtiment (en Grèce et en Italie mais aussi dans les pays d'Europe du Nord, et en France...). La lecture, appuyée longtemps sur la vulgate fonctionnaliste, d'une reconstruction identique ici et là en Europe ne résiste pas à l'analyse. En outre, l'appropriation sociale d'une transformation qui excédait inévitablement le périmètre des acteurs professionnels, lui-même en forte mutation, rend nécessaire aujourd'hui une exploration des traces mémorielles et des témoignages bâtis. La question du patrimoine, évacuée d'entrée de jeu, pourrait donc bien faire retour.

Le cas français est bien développé. Olivier Ratouis propose, afin de comprendre la riche historiographie de la reconstruction et la resituer dans ses contextes, de partir d'une distinction entre histoire de l'architecture (et des formes urbaines) et histoire de l'autorité aménageuse (les politiques publiques). Il est clair qu'à la sortie de la guerre, l'assimilation de l'urbanisme à l'architecture était encore monnaie courante dans un domaine où la planification relevait de deux domaines, l'un artistique, l'autre strictement technique, encore très dissociés. Cette assimilation sera encore portée, en France, par le projet des zones à urbaniser en priorité (ZUP), dirigées par des architectes en chef. L'apparente simplicité des forces en présence doit cependant être relativisée par le contexte d'une « reconstruction » de l'appareil administratif. C'est sans doute pourquoi, en dépit d'une organisation d'apparence militaire, les reconstructions sont très largement coproduites. Entre les solidarités nées de la guerre, les jeux d'acteurs qui s'immiscent dans la nouvelle configuration de l'appareil d'État, les stratégies multiformes des sinistrés comme des entrepreneurs, une « concertation », sans doute très informelle, a été instaurée par la simple obligation d'aboutir. Le foisonnement de ces années et, somme toute, leur efficacité, pourraient sortir à leur avantage d'une comparaison avec le formalisme des procédures contemporaines de la concertation.

Consacré à la production des grands ensembles français, l'article de Fatiha Belmessous prend le contrepied d'une thèse quantitative assez répandue, pour se concentrer sur la transformation du processus de projet qui s'y est jouée, avec le concours actif des acteurs favorables aux thèses modernistes. Il restera à établir son articulation avec la fin des reconstructions, jusqu'ici peu étudiée. Une étude des immeubles sans affectation immédiate (ISAI) pourrait, à cet égard, apporter de nouveaux éclairages. En effet, même s'il importe de ne pas instaurer des discontinuités artificielles dans une histoire du logement qui traverse toutes les séquences du ^{xx} siècle, il serait peut-être prudent de réserver le terme reconstruction à la stricte conséquence des destructions même si la politique des grands ensembles est partiellement contemporaine des derniers chantiers de reconstruction.

La postface de Bill Luckin rappelle utilement quelques points presque aveugles d'une historiographie longtemps tentée par la mise en récit de l'élaboration des formes urbaines dont la ville présente était la fin. La reconstruction de la société d'abord, a été masquée par le bouleversement économique et institutionnel qui fournissait – à juste titre – de passionnants sujets d'intérêt pour les historiens. Les plans « ordinaires » de la grande majorité des villes européennes ensuite, ambigus sur le plan doctrinal, peu spectaculaires, et sans remembrements massifs des sols, sont restés dans l'ombre portée par les reconstructions de villes intégralement détruites (Brest, Coventry, Le Havre, Varsovie...). Enfin, l'entrelacs des doctrines n'a été que partiellement démêlé. Au moment où les villes reconstruites oublient une part des représentations négatives qui les ont longtemps desservies, ce recueil suggère de nouvelles approches et rappelle que l'histoire de cette période mérite encore quelques regards attentifs et, sans doute, des comparaisons à l'échelle européenne.

Patrick Dieudonné est maître de conférences d'urbanisme à l'Institut de Géoarchitecture (Université de Bretagne occidentale, Brest). Architecte spécialiste de la reconstruction, il a notamment dirigé *Les villes reconstruites. Du dessin au destin* (Deuxième colloque international des villes reconstruites, Paris : L'Harmattan, 2 vol., 1997).

Pour citer cet article :

Patrick Dieudonné, « Les reconstructions de 1945 : une doctrine européenne ? », *Métropolitiques*, 8 juillet 2011. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Les-reconstructions-de-1945-une.html>